Nations Unies A/HRC/37/NGO/10

Assemblée générale

Distr. générale
2 février 2018
Français seulement

Conseil des droits de l'homme
Trente-septième session
26 février-23 mars 2018
Point 4 de l'ordre du jour
Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil

Exposé écrit* présenté par l'Agence pour les droits de l'homme, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[23 janvier 2018]

* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s) par l'/les organisation(s) non gouvernementale(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

GE.18-01576 (F)
1801576

Merci de recycler

Crise humanitaire au Yémen ; les ONG de défense des droits de l'Homme condamnent les dirigeants occidentaux qui autorisent leur client saoudien à bombarder le Yémen*

Au Yémen, les atteintes aux droits de l'homme se poursuivent sans relâche, parallèlement aux violations incessantes du droit international humanitaire, alors que les civils souffrent au quotidien des conséquences d'une catastrophe entièrement imputable à l'être humain.

Dans les raids de la coalition, rien n'a été épargné. Le pays a subi des dommages considérables. Outre les marchés, les hôpitaux, les écoles, les zones résidentielles et d'autres infrastructures publiques et privées de ce pays, l'année écoulée a été marquée par des frappes aériennes sur des cortèges funèbres et sur de petites embarcations civiles.

En dépit des lois et des résolutions adoptées par la communauté internationale contre les armes interdites et malgré les demandes consécutives des défenseurs des droits de l'homme, il est regrettable que l'Arabie Saoudite continue de faire usage d'armes à autorisation restreinte.

L'armée saoudienne a même utilisé des bombes à fragmentation dans ce conflit, laissant ainsi beaucoup de victimes civiles. Et pourtant, certains pays occidentaux continuent de vendre des armes à l'Arabie Saoudite et aux Emirats arabes unis sans considérer les effets néfastes de ces armes sur la vie des civils et sur la stabilité de la région.

Tout en remerciant le Parlement européen pour sa résolution contre la vente d'armes à l'Arabie Saoudite, nous demandons au Conseil de prendre toutes les mesures nécessaires afin de soutenir cette résolution en faveur d'un gel ou du moins d'une réduction drastique des ventes d'armes européennes et américaines à la coalition arabe.

Malgré la résolution du Parlement Européen, certains États membres de l'Union Européen, continuent d'autoriser les transferts d'armes vers l'Arabie saoudite, en violation de la position commune 2008/944/PESC[1] sur le contrôle des exportations d'armes. Ils soutiennent en effet un agresseur qui a mené des dizaines de frappes aériennes ayant tué et blessé aveuglément des civils, en violation du droit de la guerre, notamment en utilisant des armes à sous-munitions interdites au niveau international. L'Agence pour les droits de l'Homme qui reçoit régulièrement des rapports choquants sur la situation humanitaire du Yémen, la pauvreté, les maladies, la mort de femmes et d'enfants et le manque de médicaments, demande à l'Europe de considéré la crise yéménite avec tout le sérieux qu'elle mérite, et de défendre plus que jamais les droits de son peuple qui est le plus pauvre du monde arabe. Nous demandons aux pays européens de respecter la résolution de leur parlement, empêchant les marchands d'armes de continuer ce commerce honteux avec les tueurs de femmes et d'enfants.

---

* Justice sans Frontière, Middle East Foundation for Development and Human Rights Voices Organization free free media Supporters of Rights and Freedoms Organization Transparency of the Foundation for Human Rights Development Studies International Development Group Organization Damon Hamdani Foundation for Studies and Research Lawyers Without Borders Phoenix organization development Imaniat Foundation for Women and Children National Media Center Economic Organization Shams justice of Rights and Freedoms Yemen of Rights and Freedoms Be for Culture and Creativity Foundation youthful spirit of human and social development Yemeni Center for Civil Rights See youth organization Foundation for Development and Human Rights, des ONG sans statut consultatif partagent également les opinions exprimées dans cet exposé.

[1] 2008/12/8

L'agression de la coalition arabe contre le Yémen a aussi déclenché d'autres crises; Des groupes extrémistes ont profité de l'insécurité qui prévaut au Yémen, maintenant leur présence nuisible dans une majeure partie de ce pays. Par exemple, après avoir été chassé d'Al Moukalla dans le gouvernorat de l'Hadramaout en avril 2016, Al-Qaïda est maintenant opérationnel à Ta'iz, réprimant à plusieurs reprises les populations de la région.

Aujourd'hui, nul n'ignore les crimes de guerre commis dans ce pays où plus de 8,4 millions de Yéménites souffrent de faim et de maladie. Ils souffrent parce que les dirigeants occidentaux autorisent leur client saoudien à bombarder ce peuple. D'après le Congrès des Etats-Unis d'Amérique, les ventes d'armes des Etats-Unis à l'Arabie saoudite auraient atteint 90 milliards de dollars entre 2010 et 2014. Les USA demeurent ainsi le premier fournisseur d'armes de l'Arabie Saoudite

Les Yéménites souffrent parce que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a autorisé en 2015 la vente d'avions de combat et de bombes téléguidées Paveway et parce que la France a signé en octobre 2015 des contrats avec l'Arabie saoudite dans les secteurs maritime et militaire dont la valeur est estimée à plus de 10 milliards d'euros.[2]

Dans de telle conditions, les défenseurs des droits de l'Homme ne peuvent ni s'attendre à un règlement de la crise humanitaire yéménite à court terme ni même à une amélioration de leurs conditions de vie.

[2] Rapport publié par l'ONG Avaaz, dont une pétition en ligne a recueilli 750 000 signatures.